



Assemblée générale

Distr. générale
23 août 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-septième session
Genève, 4-15 novembre 2024

Nicaragua

Compilation établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu des textes issus de l'Examen périodique universel précédent¹. Il contient des renseignements provenant des documents pertinents établis par des entités des Nations Unies, résumés en raison de la limite fixée pour la longueur des documents.

II. Étendue des obligations internationales et coopération avec les mécanismes s'occupant des droits de l'homme

2. Six organes conventionnels ont accueilli avec satisfaction le rapport périodique du Nicaragua, bien que celui-ci ait été soumis tardivement, mais ont regretté que l'État partie ait cessé de coopérer et n'ait pas soumis de réponses à leur liste de points ou participé au dialogue constructif avec eux depuis 2019². Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a pris note de la participation de l'Ambassadrice et Représentante permanente du Nicaragua auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève au dialogue, participation qui s'était limitée à une déclaration³. Devant le refus du Nicaragua de coopérer avec eux, le Comité contre la torture et le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ont décidé de faire une déclaration conjointe et de publier un rapport de visite jusqu'alors confidentiel afin de montrer la gravité de la situation et la nécessité d'agir de manière coordonnée pour prévenir la torture⁴.

3. Dans sa résolution 52/2, le Conseil des droits de l'homme s'est déclaré préoccupé par le refus continu du Nicaragua de coopérer avec les mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'homme, en particulier le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et son bureau régional en Amérique centrale, et avec les titulaires de mandat au titre de ses procédures spéciales, sachant que ce refus continuait de causer des lacunes en matière de protection dans le pays. Le Conseil s'est également déclaré préoccupé par la décision du Nicaragua d'interrompre sa collaboration avec les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme et par la dénonciation d'instruments régionaux⁵.



4. Le Groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua a regretté l'absence de coopération de ce dernier, en particulier le manque d'accès au pays⁶.
5. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a noté que le Nicaragua n'avait pas soumis de rapports nationaux, ni à la neuvième ni à la dixième consultation sur la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement⁷.
6. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a invité le Nicaragua à ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁸.
7. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a signalé qu'en 2022, le HCDH avait demandé au Nicaragua de fournir des informations sur l'application des 396 recommandations que lui-même, les mécanismes du Conseil des droits de l'homme et les organes conventionnels lui avaient adressées depuis 2018, mais que l'État partie n'avait pas donné suite⁹.

III. Cadre national des droits de l'homme

Cadre institutionnel et mesures de politique générale

8. Le Comité des droits de l'homme a relevé avec préoccupation qu'en mars 2019, le Sous-Comité d'accréditation de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme avait recommandé la rétrogradation au statut B du Bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme. Le Comité a recommandé au Nicaragua de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le Bureau fonctionne en pleine conformité avec les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) et puisse s'acquitter efficacement et en toute indépendance de l'intégralité de son mandat¹⁰.
9. Le Comité contre la torture s'est dit préoccupé par l'efficacité limitée du Bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme en tant que mécanisme national de prévention, ainsi que par le manque d'informations sur le suivi des recommandations du Bureau. Il a recommandé au Nicaragua de prendre des mesures visant à rendre plus efficace le travail de surveillance du mécanisme national de prévention et de permettre à celui-ci d'effectuer des visites régulières¹¹.
10. L'UNESCO a encouragé le Nicaragua à envisager une révision de sa Constitution afin de consacrer le droit à l'éducation pour tous, et à réviser sa législation afin de porter à au moins neuf ans la durée de l'enseignement primaire et secondaire obligatoire et à au moins douze ans sa gratuité¹².

IV. Promotion et protection des droits de l'homme

A. Respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

1. Égalité et non-discrimination

11. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a regretté de ne pas avoir reçu d'informations sur le fonctionnement et les activités de la Commission nationale pour l'élimination de la discrimination raciale et sur l'élaboration d'une politique nationale de lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Il a exhorté le Nicaragua à prendre les mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de la Commission et lui permettre de formuler et d'appliquer une politique nationale de lutte contre le racisme et la discrimination raciale¹³.
12. Le Comité des droits de l'homme a constaté que les principes d'égalité et de non-discrimination étaient consacrés à l'article 27 de la Constitution, mais a pris note avec préoccupation des informations selon lesquelles les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles

et transgenres, les personnes appartenant à des peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine continuaient de faire l'objet de discrimination et de violences, en particulier en détention¹⁴.

2. Droit à la vie, droit à la liberté et à la sécurité de la personne et droit de ne pas être soumis à la torture

13. Le Comité des droits de l'homme s'est dit très préoccupé par les allégations selon lesquelles il avait été fait un usage excessif de la force dans le contexte de la crise sociopolitique qui avait éclaté en 2018, en conséquence de quoi des centaines de personnes avaient perdu la vie, des dizaines d'autres avaient été gravement blessées et des manifestants avaient été arrêtés en masse et placés en détention. Il était également préoccupé par les informations concernant les homicides et les tentatives d'homicide des mois de juin et juillet 2019 et les infractions qui auraient été commises par des groupes armés progouvernementaux connus sous le nom de *fuerzas de choque* ou *turbas*. Il a recommandé au Nicaragua de recueillir des données ventilées sur les cas dans lesquels des membres des forces de l'ordre avaient fait l'objet d'un signalement, d'une enquête et de poursuites et avaient été sanctionnés pour des faits liés à l'usage excessif de la force, de rassembler des données sur le nombre de personnes mortes ou blessées dans le contexte des manifestations sociales ainsi que sur les poursuites engagées et les déclarations de culpabilité prononcées et de rendre publiques ces informations. Il lui a également recommandé de démanteler et de désarmer les groupes armés progouvernementaux qui avaient participé à des attaques contre les manifestants et à des arrestations illégales¹⁵.

14. En 2024, le Groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua a déclaré que les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits commises contre une partie de la population nicaraguayenne pour des raisons politiques étaient considérées, à première vue, comme constitutives d'actes prohibés par le droit international et notamment de crimes contre l'humanité au regard du droit pénal international¹⁶.

15. Le Comité des droits de l'homme a pris note des dispositions de la législation du Nicaragua interdisant la torture et les autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, mais a réaffirmé sa préoccupation quant aux informations répétées selon lesquelles des actes de torture et d'autres mauvais traitements étaient commis tant pendant les arrestations qu'après, dans les postes de police et les centres de privation de liberté tels que les prisons de La Modelo et La Esperanza et le complexe policier Evaristo Vásquez (« El Chipote »)¹⁷. La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme avait exhorté le Nicaragua à libérer immédiatement toutes les personnes détenues arbitrairement dans le cadre de la crise des droits de l'homme de 2018¹⁸.

16. Le Groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua a indiqué avoir interrogé 73 des 222 personnes qui avaient été arbitrairement détenues dans divers centres de détention au Nicaragua, puis expulsées vers un pays tiers en février 2023. Les victimes avaient toutes confirmé qu'elles avaient subi les mauvais traitements décrits auparavant par le Groupe, traitements qui, dans de nombreux cas, étaient constitutifs de torture¹⁹. Le HCDH avait recensé des cas de torture physique et psychologique, de mauvais traitements et d'inobservation de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok) à l'égard du même groupe de détenus et de leurs proches, notamment des violences sexistes et sexuelles et le fait de droguer les détenus, de les maintenir en isolement prolongé et de les empêcher de recevoir des visites de leur famille, y compris dans le cas de détenus ayant des enfants mineurs²⁰.

17. Le Comité des droits de l'homme s'est dit préoccupé par l'adoption, en 2021, de la loi n° 1060, qui faisait passer de quarante-huit heures à quatre-vingt-dix jours la durée maximale de la garde à vue. Il a recommandé au Nicaragua de modifier cette loi en veillant à ce que la détention provisoire ne soit imposée qu'à titre exceptionnel et à ce que les personnes placées en garde à vue ou en détention provisoire soient informées de leurs droits et bénéficient des garanties juridiques fondamentales, notamment la présomption d'innocence²¹.

3. Droits de l'homme et lutte antiterroriste

18. Le Comité contre la torture a noté avec préoccupation le caractère vague des définitions des infractions de terrorisme énoncées dans la loi n° 977 de 2018 sur le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération d'armes de destruction massive, et que la loi n° 1055 de 2020 sur la défense des droits des peuples à l'indépendance, à la souveraineté et à l'autodétermination pour la paix, ainsi que la loi spéciale n° 1042 de 2020 sur la cybercriminalité, la loi n° 1040 de 2020 sur la réglementation applicable aux agents étrangers et les articles 410 et 412 du Code pénal réprimant le complot ayant pour objectif de porter atteinte à l'intégrité nationale, qui visaient à dissuader de manifester ou de se livrer à une quelconque forme d'opposition, étaient d'application large et étaient utilisés de manière arbitraire²².

19. Le Comité des droits de l'homme a exhorté le Nicaragua à réviser la loi n° 977 afin qu'elle donne une définition précise de l'acte terroriste et à faire en sorte que la législation antiterroriste ne soit pas utilisée pour limiter la jouissance des droits civils et politiques ni pour restreindre de manière injustifiée ou excessive la liberté d'expression des médias et des défenseurs des droits de l'homme²³.

4. Administration de la justice, impunité et primauté du droit

20. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a indiqué qu'en février 2023, la cour d'appel de Managua avait ordonné l'expulsion immédiate de 222 des 235 personnes qui étaient alors détenues arbitrairement, par une décision rendue publique alors que ces 222 personnes se trouvaient déjà à bord d'un avion. Le HCDH a noté que ces mesures étaient arbitraires et qu'elles n'étaient pas admissibles au regard du droit international des droits de l'homme. Il a également souligné que la façon dont ces affaires avaient été traitées par les autorités judiciaires suscitait des inquiétudes quant à l'indépendance et à l'impartialité du pouvoir judiciaire du Nicaragua²⁴. La Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a noté que la conduite du Gouvernement avait donné lieu à une négation perverse de la primauté du droit, toutes les institutions du système de justice étant utilisées pour persécuter ses opposants réels ou supposés²⁵.

21. Le Conseil des droits de l'homme s'est dit alarmé par l'érosion de la primauté du droit, de l'indépendance du pouvoir judiciaire et de la séparation des pouvoirs. Il a exhorté le Nicaragua à prendre des mesures efficaces pour garantir l'indépendance, la transparence et l'impartialité de l'appareil judiciaire, des autorités électorales, de la Police nationale, du Bureau du Procureur général et du Bureau du Procureur des droits de l'homme, à respecter ses obligations internationales en ce qui concerne les garanties d'un procès équitable et à prendre des mesures efficaces pour garantir la séparation des pouvoirs et le rétablissement de l'état de droit²⁶.

22. Le Haut-Commissaire s'est dit préoccupé par la loi d'amnistie (loi n° 996) qui avait, certes, permis de libérer 106 personnes détenues dans le contexte des manifestations de 2018, mais avait assuré l'impunité des acteurs étatiques et non étatiques ayant commis des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits. Le HCDH a recommandé l'abrogation de la loi, ainsi que l'élaboration et l'exécution d'un plan d'action global visant l'application du principe de responsabilité²⁷.

23. Le Haut-Commissaire a recommandé de supprimer tous les facteurs qui contribuaient à l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme commises depuis avril 2018 et d'accorder des réparations à toutes les victimes²⁸.

5. Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique

24. En 2022, le HCDH a recensé des cas de harcèlement visant en particulier des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des membres du clergé et des opposants politiques réels ou supposés, harcèlement principalement caractérisé par une présence policière constante et intimidante devant leur domicile ou leur lieu de travail, une filature constante, l'interception arbitraire de leurs véhicules et/ou la prise de photographies de ceux-ci, l'ordre donné aux passagers de présenter leurs papiers, ou encore la fermeture des rues permettant d'accéder aux locaux des organisations que le Gouvernement considérait comme critiques à son égard²⁹. En 2023, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a

indiqué que le Nicaragua avait continué de restreindre excessivement les espaces civiques et démocratiques du pays, tout en renforçant son contrôle sur les institutions et les espaces publics, et en limitant les activités des personnes et des groupes dissidents³⁰.

25. Le Haut-Commissaire a également indiqué que, si l'Église catholique et ses membres avaient été la cible d'attaques depuis le début de la crise de 2018, la fréquence et la gravité de ces dernières avaient fortement augmenté entre la période du 15 août 2022 au 15 juin 2023³¹.

26. Le Haut-Commissaire a en outre indiqué que la législation qui limitait indûment la liberté d'association était toujours en vigueur, notamment la loi n° 1040 sur les agents étrangers et la loi générale n° 1115 sur le règlement et le contrôle des organisations à but non lucratif³². En 2023, le Groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua a fait savoir que, dans le cadre de la stratégie de suppression de la dissidence, le Nicaragua avait ordonné la dissolution d'organisations et de partis politiques et la fermeture arbitraire des médias, ce qui avait provoqué l'effondrement de l'espace associatif et politique et eu des effets graves sur le droit de la population d'obtenir des informations fiables. Depuis décembre 2018, plus de 3 144 organisations nationales et internationales à but non lucratif – soit près de la moitié des 7 227 organisations enregistrées auprès du Ministère de l'intérieur en 2017 – s'étaient vu retirer la personnalité juridique³³.

27. Le Haut-Commissaire a recommandé au Nicaragua d'harmoniser la législation nationale avec les normes et règles internationales relatives aux droits de l'homme³⁴.

28. Le Haut-Commissaire a également recommandé à l'État partie de rétablir l'espace civique, en restaurant la personnalité juridique des organisations qui avaient été fermées et en restituant leurs biens à celles-ci, en protégeant leur libre fonctionnement et en n'annulant pas de manière arbitraire la personnalité juridique d'autres organisations et médias³⁵.

29. Le Comité des droits de l'homme a constaté avec une grande préoccupation que les élections de novembre 2021 n'avaient pas été conformes aux normes internationales relatives à la tenue d'élections libres et régulières. Il s'est tout particulièrement inquiété des réformes législatives qui supprimaient les limites au nombre de mandats présidentiels et restreignaient le contrôle des citoyens, des dispositions de la loi n° 1070, qui étendaient les motifs justifiant le retrait de la personnalité juridique des partis politiques, des informations selon lesquelles des candidats potentiels à la présidence auraient été arrêtés et poursuivis et des allégations de fraude électorale. Le Comité a pris note avec préoccupation de l'adoption du manuel relatif à la certification des gouvernements communautaires et territoriaux (2020), qui prévoyait des procédures électorales contraires aux statuts communautaires³⁶.

30. Le Comité des droits de l'homme a exhorté le Nicaragua à modifier la loi n° 1070 et la loi n° 1116 portant réforme de la loi électorale ainsi que toutes les autres dispositions législatives qui restreignaient le droit de se présenter aux élections, à donner pleinement effet au droit de tout citoyen de prendre part aux affaires publiques sans discrimination et à prendre des mesures pour garantir la pleine participation à la vie politique des membres des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine, notamment en révisant le manuel relatif à la certification des gouvernements communautaires et territoriaux³⁷.

31. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a indiqué que lors des élections municipales de novembre 2022, en l'absence des partis politiques dont le statut juridique avait été supprimé en 2021 et des principaux dirigeants de l'opposition, emprisonnés ou en exil, de nombreux Nicaraguayens n'avaient pas été en mesure d'exercer leur droit de participer à la conduite des affaires publiques, tout comme lors des élections générales de 2021³⁸.

32. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a demandé au Nicaragua de libérer immédiatement les défenseuses des droits humains et autres militantes détenues en raison de leurs opinions politiques divergentes et de leur participation à la vie politique et publique, de veiller à ce que leur droit à la vie, à la liberté et à l'intégrité physique et psychologique soit préservé pendant leur détention et après leur libération, et d'autoriser la visite de membres de leurs familles, conformément aux Règles de Bangkok³⁹.

6. Droit au mariage et à la vie de famille

33. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a noté avec préoccupation l'existence d'exceptions à l'âge minimum du mariage en vertu du Code de la famille, sous réserve du consentement parental. Il s'est également inquiété de l'absence de reconnaissance juridique, par le Code de la famille, du mariage et des unions de fait des femmes lesbiennes, bisexuelles et transgenres, ainsi que de la suppression du registre civil des informations personnelles des femmes condamnées pour trahison, ce qui entravait leur droit au mariage et leur droit à l'héritage⁴⁰.

34. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé au Nicaragua de faire respecter l'âge minimum légal du mariage de 18 ans pour les femmes et les hommes, de supprimer toute exception, y compris lorsqu'elle était autorisée par une autorité judiciaire, de renforcer la sensibilisation aux effets néfastes du mariage des enfants et/ou des unions forcées sur la santé et le développement des filles et de modifier les articles 53 et 83 du Code de la famille, qui définissaient la famille, le mariage et les unions de fait⁴¹.

7. Interdiction de toutes les formes d'esclavage, y compris la traite des personnes

35. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est dit préoccupé par l'absence de mesures visant à prévenir et à protéger les filles de l'exploitation dans l'industrie du tourisme sexuel et leur accès limité aux services d'aide aux victimes⁴².

8. Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables

36. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a recommandé au Nicaragua d'élaborer des programmes de formation technique et professionnelle de qualité, adaptés aux besoins du marché du travail et tenant compte des besoins des personnes et des groupes les plus défavorisés et marginalisés⁴³.

37. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est inquiété de la persistance de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, du manque d'information sur l'inspection du travail, de l'obligation, pour les candidates à un emploi, de présenter un test de grossesse négatif pour pouvoir être sélectionnées et de rapports faisant état de cas de violence fondée sur le genre. Il a recommandé de faire respecter le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, d'adopter des mesures pour protéger les femmes contre la discrimination à l'embauche et d'envisager de ratifier la Convention de 2019 sur la violence et le harcèlement (n° 190) de l'OIT⁴⁴.

38. L'OIT a recommandé au Nicaragua de faire en sorte que les travailleurs et les employeurs puissent constituer des organisations de leur choix et fonctionner sans ingérence, de cesser immédiatement tous les actes – violence, menaces, persécution, stigmatisation, intimidation – ou toute autre forme d'agression à l'encontre d'individus ou d'organisations en raison d'activités légitimes exercées par des syndicats et des organisations d'employeurs, et de prendre des mesures pour que de tels actes ne se reproduisent pas⁴⁵.

9. Droit à la sécurité sociale

39. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a exhorté le Nicaragua à mettre en place un système de sécurité sociale qui garantisse une couverture sociale universelle et des prestations adéquates à tous les travailleurs, à toutes les personnes et aux familles, en particulier les personnes appartenant aux groupes les plus défavorisés et marginalisés⁴⁶.

40. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a signalé que les personnes arbitrairement privées de leur citoyenneté avaient également été privées de leur droit à la pension⁴⁷.

10. Droit à la santé

41. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est félicité des efforts et des progrès accomplis par le Nicaragua en ce qui concerne la réduction des disparités entre les sexes dans le domaine de la santé. Cependant, il a recommandé à l'État partie d'allouer des

ressources suffisantes au secteur de la santé et l'a exhorté à adopter les mesures efficaces propres à garantir la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des services de santé, de manière à ce qu'il y ait un nombre suffisant d'établissements, de biens et de services de santé publique dotés d'un personnel médical qualifié, de médicaments approuvés par les instances scientifiques et non périmés et d'équipements hospitaliers en bon état, et que les conditions sanitaires soient satisfaisantes, en particulier dans les zones rurales et dans les régions autonomes de la côte caraïbe. Le Comité a également exhorté le Nicaragua à enquêter sur les allégations de refus de soins médicaux aux personnes blessées durant les manifestations qui avaient eu lieu entre avril et août 2018 et à prendre les mesures nécessaires pour éviter qu'une telle situation se reproduise⁴⁸.

42. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a fait savoir que le HCDH s'inquiétait des effets conjugués de l'interdiction absolue de l'avortement et du taux élevé de grossesses précoces, qui favorisaient le recours à l'avortement non sécurisé et entraînaient le décès de femmes et de filles. Il a recommandé de modifier la législation sur l'avortement de manière à la mettre en conformité avec le droit international des droits de l'homme et de prendre des mesures visant à garantir le plein accès des adolescents à la planification familiale et à la contraception, ainsi qu'à des informations appropriées sur la santé sexuelle et procréative, afin d'éviter les grossesses précoces⁴⁹.

11. Droit à l'éducation

43. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale s'est félicité de l'approbation du plan septennal pour l'éducation (2014-2021) et du lancement du système éducatif autonome régional⁵⁰.

44. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a noté que l'accès à l'éducation au Nicaragua avait été élargi, mais il s'est dit préoccupé par les lacunes concernant la qualité de l'enseignement en termes d'infrastructures et de matériels, de contenu des programmes scolaires et de formation des enseignants, situation qui était particulièrement préoccupante dans les zones rurales. Il a recommandé au Nicaragua de prendre des mesures appropriées pour faire baisser les taux d'abandon scolaire et de redoublement à tous les niveaux d'enseignement, en particulier dans le primaire et parmi les élèves des groupes marginalisés et défavorisés⁵¹.

45. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale s'est déclaré préoccupé par les taux élevés d'analphabétisme enregistrés dans les populations autochtones et d'ascendance africaine, ainsi que par le taux d'abandon scolaire élevé chez les enfants autochtones, le fait qu'il n'y avait pas d'enseignement secondaire dans les communautés autochtones et le fait qu'il n'existait pas d'enseignement bilingue interculturel de qualité. Il a recommandé au Nicaragua d'intensifier ses efforts pour éliminer l'analphabétisme chez les populations autochtones et les personnes d'ascendance africaine⁵².

46. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est déclaré préoccupé par les représailles contre des professeurs d'université et des étudiants arbitrairement renvoyés pour avoir participé aux manifestations en 2018 et a demandé leur réintégration⁵³.

47. L'UNESCO a pris note du programme du Gouvernement intitulé « L'Université va vers les zones rurales », auquel environ 1 400 étudiants étaient inscrits en 2020, chiffre qui était monté à 5 600 (dont 60 % de femmes) en 2021. Le programme proposait 32 carrières dans 34 municipalités de 14 départements et dans les deux régions autonomes de la côte caraïbe du Nicaragua, et il était prévu que 40 000 étudiants supplémentaires s'y inscriraient au cours des dix années suivantes⁵⁴.

12. Développement, environnement, et entreprises et droits de l'homme

48. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a exhorté le Nicaragua à faire en sorte que le budget soit élaboré et exécuté de façon à garantir l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels par l'ensemble de la population, en particulier par les personnes et les groupes les plus marginalisés et défavorisés⁵⁵.

B. Droits de certains groupes ou personnes

1. Femmes

49. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a informé qu'en 2023, le Nicaragua s'était classé au troisième rang mondial des pays comptant le plus grand nombre de femmes au Parlement (51,7 %), et au quatrième rang de ceux qui comptaient le plus grand nombre de femmes au Conseil des ministres (62,5 %) ; cependant, les droits politiques de ces dernières y demeuraient restreints en raison de la persécution des femmes considérées comme des opposantes au Gouvernement⁵⁶.

50. Le Comité des droits de l'homme a pris note des mesures prises pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, notamment l'adoption de la loi n° 870 et le renforcement des mesures de protection spéciale en faveur des femmes victimes de violence, ainsi que la création de nouvelles juridictions spécialisées dans les affaires de violence familiale et le droit de la famille. Il demeurait néanmoins préoccupé par les taux élevés de violence à l'égard des femmes, en particulier le nombre de féminicides. Il constatait avec préoccupation que les modifications apportées à la loi générale n° 779 relative à la lutte contre la violence à l'égard des femmes supprimaient les juridictions spécialisées et restreignaient la notion de féminicide aux meurtres commis dans le cadre d'une relation⁵⁷.

2. Enfants

51. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a indiqué que des mariages d'enfants continuaient d'être signalés, quand bien même le Code de la famille interdisait le mariage avant 18 ans, ou avant 16 ans avec une autorisation parentale, exception qui était contraire aux normes internationales⁵⁸.

52. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a regretté que le Nicaragua n'ait pas fourni de données statistiques sur l'ampleur du problème du travail des enfants et sur les mesures prises pour protéger les enfants contre les travaux dangereux et l'exploitation économique. Il a recommandé à l'État partie de prendre des mesures efficaces pour prévenir et combattre l'exploitation économique des enfants, en veillant à ce que les dispositions législatives relatives au travail des enfants soient fermement appliquées, en renforçant les mécanismes d'inspection du travail et en apportant un soutien aux familles pauvres afin que les enfants puissent aller à l'école. Le Comité a exhorté le Nicaragua à veiller à ce que tous les cas d'exploitation économique ou de toute autre forme d'exploitation des enfants et des adolescents fassent l'objet d'une enquête approfondie et à ce que les responsables soient dûment punis⁵⁹.

3. Personnes handicapées

53. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a noté avec préoccupation le manque d'informations sur la législation, les politiques et les programmes visant à promouvoir l'inclusion des femmes et des filles handicapées au Nicaragua et à éliminer les obstacles physiques et autres qui les empêchaient d'accéder à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et à la protection sociale, notamment dans les lieux de détention et les communautés rurales, les communautés de personnes d'ascendance africaine et les communautés autochtones⁶⁰.

54. Le Comité des droits des personnes handicapées a recommandé au Nicaragua de mettre en place, sans délai, les mécanismes nécessaires pour que la non-discrimination sur la base du handicap soit expressément garantie dans la Constitution, que la terminologie utilisée dans l'ensemble des autres lois, politiques et programmes soit conforme à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et que le refus d'aménagement raisonnable soit considéré comme une forme de discrimination fondée sur le handicap. Il lui a également recommandé de tenir compte de l'approche du handicap fondée sur les droits de l'homme, telle que prévue par la Convention, dans l'ensemble des lois, politiques et programmes adoptés au Nicaragua, et de faire en sorte que la procédure de certification du handicap soit confiée à une équipe pluridisciplinaire et pas uniquement à des médecins⁶¹.

4. Peuples autochtones et minorités

55. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale s'est déclaré profondément alarmé par les informations qu'il avait reçues selon lesquelles des membres des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine faisaient l'objet d'actes de violence et d'atteintes à la vie et à l'intégrité physique sur leur territoire. Il était gravement préoccupé en particulier par les nombreuses attaques qui avaient été perpétrées contre les peuples autochtones du territoire Mayangna Sauni As dans la région de la réserve de biosphère de Bosawás. Il regrettait de ne pas disposer d'informations sur les enquêtes menées sur ces attaques et s'est dit vivement préoccupé par le fait que ces actes puissent rester impunis. Le Comité a recommandé au Nicaragua de prévenir de manière efficace et urgente les actes de violence et les atteintes à la vie visant des membres des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine, en particulier dans les régions autonomes de la côte caraïbe⁶².

56. Le même Comité a recommandé au Nicaragua de garantir que les autorités communales légitimement constituées et désignées par les peuples autochtones ne soient pas supplantées, lorsque des décisions les concernant étaient prises, par des autorités parallèles. De plus, il a exhorté l'État partie à prendre les mesures nécessaires pour assurer la pleine participation des personnes autochtones ou d'ascendance africaine, en particulier des femmes, aux affaires publiques, tant aux postes de décision que dans les institutions représentatives⁶³.

57. Le Comité des droits de l'homme a noté que la législation nicaraguayenne accordait aux peuples autochtones et aux personnes d'ascendance africaine des droits collectifs sur leurs terres et leur garantissait le droit au consentement libre et éclairé. Cependant, il s'est dit préoccupé par des allégations selon lesquelles ce droit n'avait pas été pleinement respecté⁶⁴.

5. Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes

58. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a noté avec préoccupation l'absence de reconnaissance juridique des femmes lesbiennes et transgenres, qui faisait obstacle à leur accès à la justice et à l'ouverture d'enquêtes adéquates sur les crimes fondés sur le genre commis à leur égard, ainsi que la législation permettant l'annulation du statut juridique et la confiscation des biens des organisations de femmes lesbiennes, bisexuelles, transgenres et intersexes considérées comme s'opposant au Gouvernement. Il a recommandé au Nicaragua d'adopter une législation reconnaissant les femmes lesbiennes et transgenres, d'enquêter sur les cas de violence fondée sur le genre à leur égard, de poursuivre les auteurs de tels actes et d'imposer des sanctions adéquates dans de tels cas. Il a également recommandé de rétablir le statut juridique et d'assurer la restitution des biens des organisations de la société civile qui œuvrent à la reconnaissance des droits des femmes lesbiennes, bisexuelles, transgenres et intersexes⁶⁵.

6. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

59. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé au Nicaragua d'adopter et d'appliquer des procédures de détermination du statut de réfugié, de demandeur d'asile et de migrant indépendantes et tenant compte des questions de genre, y compris la régularisation des femmes et des filles migrantes sans papiers ; de garantir le contrôle juridictionnel des décisions administratives relatives à la détermination du statut de réfugié et aux demandes d'asile ; d'accorder des permis de séjour temporaires ou permanents aux femmes ayant besoin d'une protection internationale ; de coopérer avec les États tiers pour lutter contre la xénophobie et la discrimination à l'égard des migrants nicaraguayens ; et de donner accès aux documents et aux procédures afin de faciliter les retours volontaires⁶⁶.

60. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a affirmé que les restrictions de l'espace civique et la persécution des opposants supposés ainsi que l'aggravation de la situation socioéconomique avaient fait croître le nombre de personnes quittant le pays, précisant que le nombre de personnes interceptées à la frontière était passé de 5 450 en 2020 à 84 055 au premier semestre 2022⁶⁷.

7. Personnes déplacées dans leur propre pays

61. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a indiqué que le HCDH avait reçu des informations selon lesquelles des colons s'étaient emparés d'environ 21 000 hectares de terre appartenant au peuple Miskitu et avaient déplacé de force environ 1 000 personnes de cette ethnie, vraisemblablement pour servir leurs intérêts forestiers et miniers. Les représentants des autorités autochtones avaient été contraints à l'exil à la suite de menaces de mort et l'État avait empêché certains d'entre eux de retourner dans le pays, en leur refusant l'entrée à la frontière. Ils n'avaient donc pas été en mesure de reprendre leurs fonctions en tant que représentants des autorités autochtones, ce qui pouvait être contraire à l'article 4 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones⁶⁸.

62. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a constaté avec préoccupation la détérioration des conditions de vie des femmes et des filles déplacées à l'intérieur du pays dans les communautés frontalières de Suji et de Pransa et les répercussions de ces conditions sur leur santé physique et mentale⁶⁹.

8. Apatrides

63. Le Groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua a indiqué qu'au moins 317 opposants réels ou supposés au Gouvernement avaient été arbitrairement privés de leur nationalité et que la plupart d'entre eux étaient devenus apatrides. Il a rappelé que les décisions de privation de nationalité avaient été prises sur la base de motifs discriminatoires et sans respecter les garanties d'une procédure régulière. Les victimes avaient ainsi été privées de toute forme de recours effectif et se trouvaient dans une situation d'extrême vulnérabilité⁷⁰.

64. Le Groupe a également indiqué qu'en privant des Nicaraguayens de leur nationalité, les autorités les avaient aussi privés d'un certain nombre de droits de l'homme liés à la nationalité et que les victimes avaient vu leurs données supprimées des registres civils, y compris le registre des naissances, ce qui les avait privées de leur identité juridique. Cette situation portait également préjudice aux proches des victimes, puisque les actes de naissance et les actes de mariage, entre autres, avaient été supprimés ou modifiés⁷¹.

65. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a appelé le Nicaragua, qui était partie à la Convention relative au statut des apatrides et à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, à respecter ses obligations internationales consistant à garantir la jouissance du droit à la nationalité et à prendre des mesures pour prévenir l'apatridie et y mettre fin⁷².

66. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a fait savoir que l'Assemblée nationale avait modifié l'article 21 de la Constitution et approuvé la loi n° 1145 régissant la perte de la nationalité nicaraguayenne, qui permettait de déchoir de leur nationalité les personnes considérées comme des traîtres à la patrie. Il a souligné que cette modification avait été approuvée sans publicité ni débat préalables, au cours d'une session qui avait duré moins de trente minutes⁷³.

67. Exprimant sa préoccupation quant à la privation de nationalité et à l'apatridie qui s'ensuivait pour les défenseuses des droits de l'homme sur la base de la loi n° 1145, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé au Nicaragua d'abroger la loi, qui prévoyait la privation de nationalité pour les citoyens exprimant des opinions dissidentes, et de rendre leur nationalité à toutes les femmes qui en avaient été privées pour des motifs politiques⁷⁴.

Notes

¹ A/HRC/42/16, A/HRC/42/16/Add.1 and A/HRC/42/2.

² CEDAW/C/NIC/PCO/7-10, para. 2; CCPR/C/NIC/CO/4, para. 2; CERD/C/NIC/CO/15-21, paras. 2 and 3; E/C.12/NIC/CO/5, para. 2; CAT/C/NIC/CO/2, para. 2; and CRPD/C/NIC/CO/1-3, para. 2.

³ CEDAW/C/NIC/PCO/7-10, para. 3.

⁴ See <https://www.ohchr.org/en/statements/2022/11/nicaragua-two-un-rights-committees-deplore-refusal-cooperate-and-lack>.

- ⁵ See also Human Rights Council resolution 49/3.
- ⁶ [A/HRC/52/63](#), para. 4. See also [A/HRC/55/27](#), paras. 4 and 5.
- ⁷ UNESCO submission for the universal periodic review of Nicaragua, para. 1.
- ⁸ [CEDAW/C/NIC/PCO/7-10](#), para. 57.
- ⁹ [A/HRC/51/42](#), paras. 3 and 4.
- ¹⁰ [CCPR/C/NIC/CO/4](#), paras. 7 and 8.
- ¹¹ [CAT/C/NIC/PCO/2](#), paras. 17 and 18.
- ¹² UNESCO submission, paras. 25 and 26.
- ¹³ [CERD/C/NIC/CO/15-21](#), paras. 14 and 15.
- ¹⁴ [CCPR/C/NIC/CO/4](#), para. 13.
- ¹⁵ *Ibid.*, paras. 35 and 36 (c) and (d).
- ¹⁶ [A/HRC/55/27](#), para. 82.
- ¹⁷ [CCPR/C/NIC/CO/4](#), para. 21.
- ¹⁸ [A/HRC/51/42](#), para. 81 (c); and [A/HRC/54/60](#), para. 79 (a).
- ¹⁹ [A/HRC/55/27](#), para. 26.
- ²⁰ [A/HRC/54/60](#), paras. 44–53.
- ²¹ [CCPR/C/NIC/CO/4](#), paras. 25 and 26 (b).
- ²² [CAT/C/NIC/PCO/2](#), para. 23 (c).
- ²³ [CCPR/C/NIC/CO/4](#), para. 16.
- ²⁴ [A/HRC/54/60](#), paras. 28 and 29.
- ²⁵ See <https://www.ohchr.org/en/statements-and-speeches/2024/06/oral-update-promotion-and-protection-human-rights-nicaragua>.
- ²⁶ See Human Rights Council resolution 49/3. See also [A/HRC/51/42](#), para. 81 (a).
- ²⁷ [A/HRC/51/42](#), paras. 24–26. See also [A/HRC/42/18](#), paras. 51 and 52.
- ²⁸ [A/HRC/51/42](#), para. 81 (e). See also [A/HRC/54/60](#), para. 79 (e).
- ²⁹ [A/HRC/51/42](#), para. 16.
- ³⁰ [A/HRC/54/60](#), para. 3.
- ³¹ *Ibid.*, para. 11.
- ³² *Ibid.*, para. 8.
- ³³ [A/HRC/52/63](#), paras. 89 and 90.
- ³⁴ [A/HRC/51/42](#), para. 81 (b).
- ³⁵ *Ibid.*, para. 81 (d).
- ³⁶ [CCPR/C/NIC/CO/4](#), para. 39.
- ³⁷ *Ibid.*, para. 40 (a), (b) and (d).
- ³⁸ [A/HRC/54/60](#), para. 5.
- ³⁹ [CEDAW/C/NIC/PCO/7-10](#), para. 12 (d).
- ⁴⁰ *Ibid.*, para. 55.
- ⁴¹ *Ibid.*, para. 56 (a) and (b). See also [A/HRC/54/60](#), para. 79 (g).
- ⁴² [CEDAW/C/NIC/PCO/7-10](#), para. 29 (c).
- ⁴³ [E/C.12/NIC/CO/5](#), para. 22.
- ⁴⁴ [CEDAW/C/NIC/PCO/7-10](#), paras. 37 (b)–(d) and 38 (c)–(e).
- ⁴⁵ See <https://www.ilo.org/media/560601/download>.
- ⁴⁶ [E/C.12/NIC/CO/5](#), para. 31.
- ⁴⁷ [A/HRC/54/60](#), para. 34.
- ⁴⁸ [E/C.12/NIC/CO/5](#), paras. 4 and 41.
- ⁴⁹ [A/HRC/54/60](#), paras. 77 and 79 (g).
- ⁵⁰ [CERD/C/NIC/CO/15-21](#), para. 4 (d).
- ⁵¹ [E/C.12/NIC/CO/5](#), paras. 46 and 47 (b). See also [CEDAW/C/NIC/PCO/7-10](#), para. 35 (b).
- ⁵² [CERD/C/NIC/CO/15-21](#), paras. 36 and 37.
- ⁵³ [E/C.12/NIC/CO/5](#), paras. 27 and 28.
- ⁵⁴ UNESCO submission, para. 12.
- ⁵⁵ [E/C.12/NIC/CO/5](#), para. 16 (a).
- ⁵⁶ [A/HRC/54/60](#), para. 4.
- ⁵⁷ [CCPR/C/NIC/CO/4](#), para. 17.
- ⁵⁸ [A/HRC/54/60](#), para. 74.
- ⁵⁹ [E/C.12/NIC/CO/5](#), paras. 32 and 33.
- ⁶⁰ [CEDAW/C/NIC/PCO/7-10](#), para. 51 (a).
- ⁶¹ [CRPD/C/NIC/CO/1-3](#), para. 7 (a) and (b).
- ⁶² [CERD/C/NIC/CO/15-21](#), paras. 20 and 21.
- ⁶³ *Ibid.*, para. 31.
- ⁶⁴ [CCPR/C/NIC/CO/4](#), para. 41.
- ⁶⁵ [CEDAW/C/NIC/PCO/7-10](#), paras. 53 and 54 (a) and (c).
- ⁶⁶ *Ibid.*, para. 50 (b) and (c).

⁶⁷ [A/HRC/51/42](#), para. 20.

⁶⁸ [A/HRC/54/60](#), para. 58.

⁶⁹ [CEDAW/C/NIC/PCO/7-10](#), para. 49 (a).

⁷⁰ [A/HRC/55/27](#), paras. 38 and 97.

⁷¹ *Ibid.*, para. 39.

⁷² See <https://www.unhcr.org/news/press-releases/statement-unhcr-arbitrary-deprivation-nationality-nicaragua>.

⁷³ [A/HRC/54/60](#), para. 30.

⁷⁴ [CEDAW/C/NIC/PCO/7-10](#), paras. 33 and 34 (a).
